

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE
ET MINISTERE DE LA DEFENSE

[2017/204094]

18 JUILLET 2017. — Loi relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Définitions*

Art. 2. Au sens de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° acte de terrorisme : un acte de terrorisme visé à l'article 42bis de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres et ses arrêtés d'exécution;

2° fait dommageable : l'atteinte à l'intégrité physique et/ou psychique d'une personne causée directement et nécessairement par les actes de terrorisme commis en Belgique ou à l'étranger;

3° dommage humain : les infirmités physiques et/ou psychiques, l'aggravation d'infirmités étrangères au fait dommageable et le décès, causés directement et nécessairement par le fait dommageable;

4° victime : la personne ayant subi un dommage humain constaté;

a) victime directe : la victime qui se trouvait sur les lieux de l'acte de terrorisme au moment de cet acte;

b) victime indirecte : la victime qui est soit un successible au sens de l'article 731 du Code civil jusqu'au deuxième degré inclus d'une victime directe, soit un allié de la victime directe jusqu'au même degré inclus, ainsi que la personne qui peut prouver un rapport affectif durable avec la victime directe au moment du fait dommageable;

5° ayant droit :

a) le conjoint survivant ou le cohabitant légal ou de fait survivant de la victime directe;

b) les enfants à charge au moment de l'acte de terrorisme de la victime directe décédée à cause de l'acte de terrorisme;

6° cohabitant de fait : la personne qui avant le fait dommageable cohabite de manière permanente et affective avec la victime directe, chez laquelle elle a sa résidence principale. La preuve de la cohabitation et de la résidence principale est fournie au moyen d'un extrait du registre de la population;

7° loi générale : la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit;

8° ministre : le ministre qui est compétent en matière des victimes de la guerre;

9° Direction générale Victimes de la guerre : la Direction générale Victimes de la guerre du Service public fédéral Sécurité sociale;

10° Office médico-légal : l'Office médico-légal de l'Administration de l'expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;

11° Commission : la Commission des soins de santé visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 19 septembre 1985 fixant les modalités selon lesquelles l'État assure la gratuité des soins aux invalides de guerre et assimilés, aux orphelins de guerre, à l'intervention de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID
EN MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[2017/204094]

18 JULI 2017. — Wet betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstellpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Definities*

Art. 2. In de zin van deze wet dient verstaan te worden onder :

1° daad van terrorisme : een daad van terrorisme bedoeld in artikel 42bis van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen en zijn uitvoeringsbesluiten;

2° schadelijk feit : de aantasting van de fysieke en/of psychische integriteit van een persoon die het rechtstreekse en noodzakelijke gevolg is van de in België of in het buitenland gepleegde daden van terrorisme;

3° menselijke schade : de fysieke en/of psychische letsels, de verering van letsels die vreemd zijn aan het schadelijke feit en het overlijden die het rechtstreekse en noodzakelijke gevolg zijn van het schadelijke feit;

4° slachtoffer : de persoon die een vastgestelde menselijke schade heeft geleden;

a) rechtstreeks slachtoffer : het slachtoffer dat zich op het ogenblik van de daad van terrorisme bevond op de plaats van de daad van terrorisme;

b) onrechtstreeks slachtoffer : het slachtoffer dat ofwel een erfgerechtigde tot in de tweede graad van het rechtstreekse slachtoffer is in de zin van artikel 731 van het Burgerlijk Wetboek, ofwel een aanverwant tot in de tweede graad van het rechtstreekse slachtoffer is, alsook de persoon die op het ogenblik van het schadelijke feit een duurzame affectieve band met het rechtstreekse slachtoffer kan bewijzen;

5° rechthebbende :

a) de overlevende echtgenoot of de overlevende wettelijk of feitelijk samenwonende partner van het rechtstreekse slachtoffer;

b) de kinderen ten laste op het ogenblik van de daad van terrorisme van het rechtstreekse slachtoffer, overleden door de terroristische daad;

6° feitelijk samenwonende partner : de persoon die voorafgaand aan het schadelijke feit op permanente en affectieve wijze samenwoont met het rechtstreekse slachtoffer, bij wie zij of hij zijn hoofdverblijfplaats heeft. Het bewijs van samenwoning en hoofdverblijfplaats wordt geleverd aan de hand van een uittreksel uit het bevolkingsregister;

7° algemene wet : de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden;

8° minister : de minister die bevoegd is voor de oorlogsslachtoffers;

9° Directie-generaal Oorlogsslachtoffers : de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid;

10° Gerechtelijk-geneeskundige dienst : de Gerechtelijk-geneeskundige dienst van het Bestuur van de medische expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de voedselketen en Leefmilieu;

11° Commissie : de Commissie voor geneeskundige verzorging bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 19 september 1985 tot vaststelling van de wijze waarop de Staat door bemiddeling van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers voorziet in de kosteloze verzorging van de oorlogsinvaliden en gelijkgestelden, alsmede van de oorlogswezen.

CHAPITRE 3. — *Champ d'application*

Art. 3. La présente loi est applicable aux victimes et à leurs ayants droit qui ont la nationalité belge au jour du fait dommageable ainsi qu'au moment de la décision d'octroi du statut de solidarité nationale ou de la pension de dédommagement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la présente loi est d'application aux victimes et aux ayants droit qui, n'ayant pas la nationalité belge, résidaient au moment du fait dommageable de façon habituelle en Belgique, au sens de l'article 4 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé.

Le Roi détermine les modalités selon lesquelles les dispositions de la présente loi s'appliquent aux victimes et aux ayants droit qui n'ont pas la qualité de Belge conformément à l'alinéa 1^{er} et qui ne résidaient pas de façon habituelle en Belgique conformément à l'alinéa 2, dans la mesure où l'Etat de nationalité ou de résidence habituelle ne prévoit aucun mécanisme de solidarité équivalent à celui instauré par la présente loi.

Art. 4. La présente loi s'applique aux victimes des actes de terrorisme à l'exclusion des personnes qui :

1° sont auteurs, co-auteurs ou complices des actes de terrorisme;

2° en raison d'actes commis à l'occasion d'une infraction visée au Titre I^{er}ter du Code pénal, ont provoqué un dommage à une autre personne.

CHAPITRE 4. — *Octroi d'une pension de dédommagement aux victimes directes et à leurs ayants droit*

Art. 5. Une pension de dédommagement est octroyée aux victimes directes d'actes de terrorisme qui remplissent les conditions énoncées dans la présente loi et auxquelles une invalidité de 10 % ou plus est reconnue en raison d'un dommage humain. Cette pension de dédommagement est octroyée aux conditions prévues par le chapitre II de la loi générale, à l'exclusion toutefois de la majoration de pension visée à l'article 6, § 3 et § 3bis, de la loi générale.

Les décès des victimes directes donnent droit aux ayants droit, aux pensions et indemnités déterminées par les articles 12, § 1^{er}, 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 14, 14bis, 17bis et 17ter du chapitre II de la loi générale. Le Roi détermine la manière dont les pensions et indemnités sont réparties entre les ayants droit s'il y a plusieurs ayants droit.

Art. 6. La pension de dédommagement visée à l'article 5 constitue une réparation résiduaire : toute indemnisation à laquelle donne droit le même fait dommageable en est déduite, à l'exception de l'indemnisation résultant d'une assurance individuelle.

S'il s'agit d'indemnités payées sous forme de rente, sont seules déduites les sommes échues ultérieurement à la date d'entrée en jouissance de la pension de dédommagement.

S'il s'agit d'une indemnité en capital, celle-ci est convertie fictivement en rente, prenant cours à la date du dommage humain suivant les barèmes en vigueur, et la règle visée à l'alinéa 2 est appliquée.

A concurrence des sommes payées en exécution de la présente loi, l'Etat est subrogé aux droits et recours que les victimes ou leurs ayants droit peuvent exercer à la suite du dommage humain subi.

Art. 7. § 1^{er}. Quel que soit l'âge de la victime, le taux d'invalidité est révisé par l'Office médico-légal cinq ans après la décision initiale octroyant la pension de dédommagement. Ce délai prend cours le jour où cette décision est exécutoire.

La révision quinquennale est également applicable aux victimes à qui l'Office médico-légal a reconnu un taux d'invalidité inférieur à 10 %.

§ 2. Lorsque la pension de dédommagement est accordée pour plusieurs infirmités physiques et/ou psychiques, à l'égard desquelles il a été statué par des décisions différentes, chacune de ces décisions donne lieu séparément à révision dans le délai prévu par le paragraphe 1^{er}.

§ 3. Lors de la révision quinquennale, l'Office médico-légal décide si l'invalidité accordée à la victime l'est à titre permanent ou si une révision périodique est nécessaire. L'Office médico-légal fixe la date de la prochaine révision.

HOOFDSTUK 3. — *Toepassingsgebied*

Art. 3. Deze wet is van toepassing indien het slachtoffer en zijn rechthebbenden de Belgische nationaliteit bezitten op de dag van het schadelijke feit en op het ogenblik van de beslissing van de toekenning van het statuut van nationale solidariteit of van het herstellensioen.

In afwijking van het eerste lid is deze wet ook van toepassing op de slachtoffers en de rechthebbenden die de Belgische nationaliteit niet bezitten, maar die op het moment van het schadelijke feit hun gewone verblijfplaats in België hadden in de zin van artikel 4 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht.

De Koning bepaalt de nadere regels volgens dewelke de bepalingen van deze wet worden toegepast op de slachtoffers en de rechthebbenden die niet de Belgische nationaliteit bezitten overeenkomstig het eerste lid, en die niet hun gewone verblijfplaats in België hadden overeenkomstig het tweede lid, in de mate dat de Staat van nationaliteit of van de gewone verblijfplaats in geen enkel solidariteitsmechanisme voorziet dat gelijkaardig is aan dit ingesteld bij deze wet.

Art. 4. Deze wet is van toepassing op de slachtoffers van daden van terrorisme, met uitzondering van :

1° de daders, de mededaders en de medeplichtigen van de daden van terrorisme;

2° diegenen die naar aanleiding van een in Titel I^{ter} van het Strafwetboek bedoeld misdrijf schade hebben berokkend aan een andere persoon.

HOOFDSTUK 4. — *Toekenning van een herstellensioen aan de rechtstreekse slachtoffers en aan hun rechthebbenden*

Art. 5. Er wordt een herstellensioen toegekend aan de rechtstreekse slachtoffers van daden van terrorisme die voldoen aan de in deze wet vastgestelde voorwaarden en aan wie ingevolge hun menselijke schade een invaliditeitsgraad van 10 % of meer werd toegekend. Het herstellensioen wordt toegekend overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij hoofdstuk II van de algemene wet, met uitzondering van de pensioenverhoging bedoeld in artikel 6, § 3 en § 3bis, van de algemene wet.

Overlijdens van de rechtstreekse slachtoffers geven voor de rechthebbenden recht op de in de artikelen 12, § 1, 13, § 1, eerste lid, 14, 14bis, 17bis en 17ter van hoofdstuk II van de algemene wet bepaalde pensioenen en vergoedingen. De Koning bepaalt hoe de pensioenen en vergoedingen tussen de rechthebbenden worden verdeeld indien er meerdere rechthebbenden zijn.

Art. 6. Het in artikel 5 bedoelde herstellensioen vormt een residuaire schadeloosstelling : elke vergoeding waarop hetzelfde schadelijke feit recht geeft, wordt hierop in mindering gebracht, met uitzondering van de vergoeding die het gevolg is van een individuele verzekering.

Indien het in de vorm van rente betaalde vergoedingen betreft, worden enkel de bedragen die vervallen na de datum waarop het genot van het herstellensioen een aanvang neemt in mindering gebracht.

Indien het een vergoeding in kapitaal betreft, wordt deze fictief in rente omgezet, aanvangend op de datum van de menselijke schade volgens de geldende barema's, en wordt de in het tweede lid bedoelde regel toegepast.

De Staat wordt in de rechten en rechtsvorderingen die de slachtoffers of hun rechthebbenden kunnen uitoefenen ten gevolge van de geleden menselijke schade gesubrogeerd ten belope van de bedragen die werden betaald in uitvoering van deze wet.

Art. 7. § 1. Ongeacht de leeftijd van het slachtoffer wordt de invaliditeitsgraad vijf jaar na de initiële beslissing tot toekenning van het herstellensioen door de Gerechtelijk-geneeskundige dienst herzien. Deze termijn gaat in op de dag waarop deze beslissing uitvoerbaar wordt.

De vijfjaarlijkse herziening is eveneens van toepassing op de slachtoffers waaraan de Gerechtelijk-geneeskundige dienst een invaliditeitsgraad van minder dan 10 % heeft toegekend.

§ 2. Wanneer het herstellensioen wordt toegekend voor verschillende fysieke en/of psychische letsels waarover door verschillende beslissingen geoordeeld werd, geeft elk van deze beslissingen apart aanleiding tot een herziening binnen de bij de eerste paragraaf bepaalde termijn.

§ 3. Bij de vijfjaarlijkse herziening beslist de Gerechtelijk-geneeskundige dienst of de invaliditeit die aan een slachtoffer wordt toegekend blijvend is of een periodieke herziening noodzakelijk is. De Gerechtelijk-geneeskundige dienst legt de datum van de volgende herziening vast.

§ 4. L'examen médical auquel est soumise la victime lors de la révision de la pension de dédommagement temporaire est fait par d'autres médecins que ceux l'ayant examiné précédemment.

Art. 8. La pension de dédommagement prend cours au plus tôt le premier jour du mois durant lequel le fait dommageable se produit ou le premier jour du mois durant lequel la victime décède s'il s'agit d'un ayant droit, à la condition qu'il ne se soit pas écoulé plus de vingt-quatre mois entre la date du fait dommageable ou la date du décès de la victime, d'une part, et la date de la demande de pension de dédommagement d'autre part.

Le délai de vingt-quatre mois ne commence à courir qu'à partir du moment où la victime est capable d'exercer ses droits.

Si plus de vingt-quatre mois se sont écoulés entre la date du fait dommageable ou la date du décès de la victime, d'une part, et la date de la demande de pension de dédommagement, d'autre part, la pension de dédommagement prend cours au plus tôt le premier jour du mois durant lequel la pension de dédommagement est demandée.

Le ministre peut, sur avis de l'Office médico-légal, fixer une date postérieure en cas d'échelle progressive d'invalidité ou déterminer une échelle dégressive d'invalidité.

Art. 9. Par dérogation à l'article 8, si la pension de dédommagement concerne un fait dommageable qui s'est produit avant la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, la pension de dédommagement prend cours le premier jour du mois durant lequel le fait dommageable se produit ou le premier jour du mois durant lequel la victime décède s'il s'agit d'un ayant droit, mais au plus tôt à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE 5. — Remboursement des soins médicaux aux victimes

Art. 10. § 1^{er}. Les victimes directes ont droit au remboursement des frais de soins médicaux, paramédicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation, des appareils d'orthopédie et des prothèses, nécessités par le fait dommageable, dans les mêmes conditions que celles fixées en faveur des invalides de guerre et assimilés, en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat.

Le Roi peut déterminer les modalités de remboursement des frais de déplacement liés aux soins de santé exposés suite au fait dommageable lorsque l'avantage du transport public gratuit ne répond qu'insuffisamment aux besoins de la victime.

§ 2. Les victimes directes et les victimes indirectes ont droit au remboursement des frais de soins psychologiques, de soins médicaux, paramédicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation nécessités par un fait dommageable, dans les mêmes conditions que celles fixées en faveur des invalides de guerre et assimilés, en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat, pour autant que ces soins soient liés à des troubles psychiques et/ou psychosomatiques causés par le fait dommageable.

§ 3. Le Roi peut déterminer quelles pièces justificatives doivent être présentées afin de recevoir ces remboursements.

Pour le remboursement des soins psychologiques, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer les montants maximum d'intervention, le nombre, la périodicité et les modalités des soins admissibles au remboursement.

Si une victime doit recourir à un prestataire de soins non conventionné ou bénéficier d'une prestation de santé non prévue dans la nomenclature des prestations de santé établie en exécution de la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, la Commission peut accorder un remboursement qu'elle fixe en fonction de son caractère raisonnable en vue de la guérison de la victime.

§ 4. L'identité des personnes visées aux paragraphes 1^{er} et 2 est communiquée par la Direction générale Victimes de la guerre à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et à la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité.

Si la personne est affiliée auprès d'un organisme assureur, l'Institut national d'assurance maladie-invalidité transmet son identité à cet organisme assureur afin que celui-ci puisse octroyer les remboursements dus par l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

§ 4. Het medisch onderzoek waaraan het slachtoffer onderworpen wordt bij de herziening van het tijdelijke herstelpensioen, wordt uitgevoerd door andere artsen dan diegenen die de verzoeker tevoren onderzocht hebben.

Art. 8. Het herstelpensioen gaat ten vroegste in op de eerste dag van de maand waarin het schadelijke feit zich voordoet of op de eerste dag van de maand waarin het slachtoffer overlijdt indien het een recht-hebbende betreft, op voorwaarde dat er niet meer dan vierentwintig maanden verlopen zijn tussen de datum van het schadelijke feit of de datum van het overlijden van het slachtoffer enerzijds en de datum van de aanvraag van het herstelpensioen anderzijds.

De termijn van vierentwintig maanden begint pas te lopen vanaf het moment dat het slachtoffer bij machte is zijn rechten uit te oefenen.

Indien er meer dan vierentwintig maanden verlopen zijn tussen de datum van het schadelijke feit of de datum van het overlijden van het slachtoffer, enerzijds, en de datum van de aanvraag van het herstelpensioen, anderzijds, gaat het herstelpensioen ten vroegste in op de eerste dag van de maand waarin het herstelpensioen wordt aangevraagd.

Op advies van de Gerechtelijk-geneeskundige dienst kan de minister een latere datum vaststellen in geval van een stijgende invaliditeits-schaal of een degressieve invaliditeits-schaal bepalen.

Art. 9. In afwijking van artikel 8, wanneer het herstelpensioen betrekking heeft op een schadelijk feit dat zich voorgedaan heeft voor de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, gaat het herstelpensioen in op de eerste dag van de maand waarin het schadelijke feit zich voordoet of op de eerste dag van de maand waarin het slachtoffer overlijdt indien het een recht-hebbende betreft, maar ten vroegste op de datum van inwerkingtreding van deze wet.

HOOFDSTUK 5. — Terugbetaling van de medische zorg aan de slachtoffers

Art. 10. § 1. De rechtstreekse slachtoffers hebben recht op de terugbetaling van de medische, paramedische, farmaceutische en hospitalisatiekosten, orthopedische toestellen en protheses, benodigd door het schadelijke feit, onder dezelfde voorwaarden als deze die bepaald zijn ten voordele van de oorlogsinvaliden en gelijkgestelden in uitvoering van artikel 1 van de wet van 1 juli 1969 tot vaststelling van het recht van de oorlogsinvaliden en oorlogswezen op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat.

De Koning kan de nadere regels bepalen voor de terugbetaling van de in verband met gezondheidszorg betaalde reiskosten als gevolg van het schadelijke feit, wanneer het voordeel van het gratis openbaar vervoer slechts deels tegemoetkomt aan de behoeften van het slachtoffer.

§ 2. De rechtstreekse slachtoffers en de onrechtstreekse slachtoffers hebben recht op de terugbetaling van psychologische zorg, medische, paramedische, farmaceutische en hospitalisatiekosten benodigd door een schadelijk feit, onder dezelfde voorwaarden als deze die bepaald zijn ten voordele van de oorlogsinvaliden en gelijkgestelden in uitvoering van artikel 1 van de wet van 1 juli 1969 tot vaststelling van het recht van de oorlogsinvaliden en oorlogswezen op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat, voor zover deze kosten verband houden met psychische en/of psychosomatische stoornissen die door het schadelijke feit worden veroorzaakt.

§ 3. De Koning kan bepalen welke bewijsstukken dienen te worden voorgelegd om deze terugbetalingen te verkrijgen.

Voor de terugbetaling van psychologische zorg kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de maximum-bedragen van tussenkomst, het aantal, de frequentie en de nadere regels van de voor terugbetaling toegelaten zorg bepalen.

Als een slachtoffer een beroep moet doen op een niet geconventioneerde zorgverlener of als hem of haar een geneeskundige verstrekking moet worden verleend waarin niet is voorzien in de nomenclatuur van geneeskundige verstrekkingen, opgesteld in uitvoering van de wetgeving betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, kan de Commissie een terugbetaling toekennen die zij redelijkerwijs vaststelt met het oog op het herstel van het slachtoffer.

§ 4. De identiteit van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde personen wordt door de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers meegedeeld aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering en aan de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Indien de persoon aangesloten is bij een verzekeringsinstelling, deelt het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering zijn identiteit aan deze verzekeringsinstelling mee opdat die de door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen verschuldigde terugbetalingen kan toekennen.

Si la personne n'est affiliée auprès d'aucun organisme assureur, l'Institut national d'assurance maladie-invalidité communique cette information à la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité, afin qu'elle puisse octroyer elle-même directement l'ensemble des remboursements dus.

§ 5. L'organisme assureur octroie les interventions dues en vertu du titre III de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Il introduit auprès de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité, pour le compte de son assuré, les documents nécessaires pour que celui-ci puisse obtenir les remboursements complémentaires octroyés par cette Caisse conformément aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3.

§ 6. Les compétences de la Commission des soins de santé sont intégralement applicables aux remboursements prévus par le présent article.

§ 7. Les remboursements prévus par le présent chapitre sont octroyés à titre résiduaire : toute indemnisation à laquelle donne droit le même fait dommageable en est déduite, à l'exception de l'indemnisation résultant d'une assurance individuelle.

Les remboursements prévus par le présent chapitre sont octroyés en attendant que l'indemnisation à laquelle donne lieu le même fait dommageable ait effectivement été octroyée. L'organisme assureur et la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité sont subrogés de plein droit à la victime, à concurrence du montant des remboursements octroyés en vertu du présent chapitre.

Art. 11. Le droit au remboursement des soins médicaux prend cours à la date du fait dommageable, mais au plus tôt à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 12. Les compétences relatives au remboursement des soins médicaux sont exercées par la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité.

CHAPITRE 6. — *Octroi du statut de solidarité nationale aux victimes d'actes de terrorisme*

Art. 13. Il est créé un statut de solidarité nationale pour les victimes d'actes de terrorisme.

Ce statut est attribué aux victimes.

Art. 14. Le statut de solidarité nationale est accordé à titre personnel.

Le statut de solidarité nationale peut également être octroyé à titre posthume à une victime directe décédée à la suite d'un acte de terrorisme.

Art. 15. Pour l'octroi du statut de solidarité nationale, le ministre statue sur pièces.

Art. 16. Toute décision d'attribution du statut de solidarité nationale donne lieu à la délivrance d'une carte de solidarité nationale dont le Roi détermine le modèle.

Art. 17. Les victimes qui bénéficient du statut de solidarité nationale sont associées aux hommages de la Nation à leur endroit.

Le Roi détermine les modalités d'application du présent article.

CHAPITRE 7. — *Procédure*

Section 1^{re}. — De l'introduction des demandes

Art. 18. § 1^{er}. La demande d'octroi du statut de solidarité nationale et de la demande de pension de dédommagement en vertu de la présente loi sont introduites auprès de la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels.

La Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels peut, dans le cadre de l'application de la présente loi, communiquer à la Direction générale Victimes de la guerre toutes les données visées aux articles 34 à 34^{ter} de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

Une demande de pension de dédommagement en vertu de la présente loi implique automatiquement une demande d'octroi du statut de solidarité nationale.

§ 2. La demande, signée par la victime ou son ayant droit, contient :

1° l'indication précise du fait dommageable, de son lieu et de sa date;

2° les circonstances dans lesquelles le dommage humain s'est produit;

Indien de persoon bij geen enkele verzekeringsinstelling is aangesloten, maakt het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering deze informatie over aan de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, zodat die alle verschuldigde terugbetalingen rechtstreeks kan toekennen.

§ 5. De verzekeringsinstelling kent de tegemoetkomingen toe verschuldigd bij titel III van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. Zij dient, voor rekening van haar lid, de nodige documenten in bij de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, zodat dit lid de aanvullende vergoedingen, toegekend conform de paragrafen 1, 2 en 3, kan verkrijgen.

§ 6. De bevoegdheden van de Commissie voor geneeskundige verzorging worden onverkort toepasselijk op de terugbetalingen bepaald bij dit artikel.

§ 7. De bij dit hoofdstuk bepaalde terugbetalingen worden residuaal toegekend: elke vergoeding waarop hetzelfde schadelijke feit recht geeft, wordt hierop in mindering gebracht, met uitzondering van de vergoeding die het gevolg is van een individuele verzekering.

De bij dit hoofdstuk bepaalde terugbetalingen worden toegekend in afwachting dat de vergoeding waartoe hetzelfde schadelijke feit aanleiding geeft, effectief werd toegekend. De verzekeringsinstelling en de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering treden van rechtswege in de rechten van ten belope van slachtoffer, tot het bedrag van de krachtens dit hoofdstuk toegekende terugbetalingen.

Art. 11. Het recht op terugbetaling van de medische zorg gaat in op de datum van het schadelijke feit, maar ten vroegste op de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Art. 12. De bevoegdheid met betrekking tot de terugbetaling van de medische zorg wordt door de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering uitgeoefend.

HOOFDSTUK 6. — *Toekenning van het statuut van nationale solidariteit aan de slachtoffers van daden van terrorisme*

Art. 13. Er wordt een statuut van nationale solidariteit gecreëerd voor de slachtoffers van daden van terrorisme.

Dit statuut wordt toegekend aan de slachtoffers.

Art. 14. Het statuut van nationale solidariteit wordt ten persoonlijke titel toegekend.

Het statuut van nationale solidariteit kan ook postuum worden toegekend aan een rechtstreeks slachtoffer overleden als gevolg van een daad van terrorisme.

Art. 15. Voor de toekenning van het statuut van nationale solidariteit oordeelt de minister op stukken.

Art. 16. Elke beslissing om het statuut van nationale solidariteit toe te kennen, leidt tot de uitreiking van een kaart van nationale solidariteit waarvan de Koning het model bepaalt.

Art. 17. De slachtoffers aan wie het statuut van nationale solidariteit wordt verleend, worden betrokken bij het eerbetoon dat het Rijk hun betuigt.

De Koning bepaalt de nadere toepassingsregels van dit artikel.

HOOFDSTUK 7. — *Procedure*

Afdeling 1. — Het indienen van de aanvragen

Art. 18. § 1. De aanvragen voor de toekenning van het statuut van nationale solidariteit en de aanvragen van het herstellpensioen ingevolge deze wet worden ingediend bij de Commissie voor de financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders.

De Commissie voor de financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders mag, in het kader van de toepassing van deze wet, alle gegevens bedoeld in de artikelen 34 tot 34^{ter} van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, aan de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers meedelen.

De aanvraag van het herstellpensioen ingevolge deze wet houdt automatisch de aanvraag voor de toekenning van het statuut van nationale solidariteit in.

§ 2. De aanvraag, ondertekend door het slachtoffer of zijn recht-hebbende, vermeldt :

1° de precieze omschrijving van het schadelijke feit en de plaats en de datum ervan;

2° de omstandigheden waarin de menselijke schade zich voorgedaan heeft;

3° la description du dommage humain subi.

Cette demande est accompagnée de toutes les pièces justificatives utiles.

Le demandeur établit par toute voie de droit qu'il réunit les conditions prévues par la présente loi. Le Roi détermine les modalités d'application du présent alinéa.

Section 2. — De l'instruction des demandes

Art. 19. § 1^{er}. Les demandes de pension de dédommagement pour les victimes directes sont instruites par la Direction générale Victimes de la guerre.

Si la demande apparaît dès l'origine comme manifestement non recevable ou non fondée, le ministre la rejette sur proposition de la Direction générale Victimes de la guerre, sans qu'il soit recouru à l'Office médico-légal. Dans les autres cas, la Direction générale Victimes de la guerre soumet d'office le demandeur à une expertise médicale de l'Office médico-légal.

Lorsque le dommage consiste en infirmités physiques et/ou psychiques ou en une aggravation de celles-ci, l'Office médico-légal en détermine :

- 1° l'étiologie et la pathogénie;
- 2° la relation médicale de causalité;
- 3° le degré et la durée de l'invalidité résultant du dommage humain.

Le ministre décide si une pension de dédommagement est octroyée sur proposition de la Direction générale Victimes de la guerre. Le cas échéant, cette proposition mentionne quel degré total d'invalidité doit être attribué sur la base du rapport de l'expertise médicale.

§ 2. Les demandes de pension de dédommagement pour les ayants droit sont instruites par la Direction générale Victimes de la guerre.

Si la demande est manifestement non recevable ou non fondée, la Direction générale Victimes de la guerre soumet au ministre une proposition de rejet, sans que l'intervention de l'Office médico-légal ne soit demandée.

Si la demande est recevable et fondée et s'il appert des éléments du dossier qu'il y a un fait dommageable et que le décès est la conséquence directe et nécessaire du fait dommageable, le ministre, sur proposition de la Direction générale Victimes de la guerre et sans qu'il soit recouru à l'Office médico-légal, accorde la pension de dédommagement.

Si la demande est recevable et fondée et s'il appert des éléments du dossier qu'il y a un fait dommageable mais qu'il n'est pas certain que le décès est la conséquence directe et nécessaire du fait dommageable, la Direction générale Victimes de la guerre transmet le dossier du demandeur à l'Office médico-légal.

En cas de décès, l'Office médico-légal en détermine :

- 1° les causes médicales admissibles;
- 2° la relation médicale de causalité entre l'acte de terrorisme et le décès.

Toutefois, lorsque le décès résulte d'une infirmité physique et/ou psychique ayant donné lieu préalablement à une pension de dédommagement à charge de l'Etat en vertu de la présente loi, la mission de l'Office médico-légal se limite à déterminer la relation médicale de causalité entre l'infirmité physique et/ou psychique et le décès, ainsi que la mesure dans laquelle celui-ci est imputable à l'infirmité physique et/ou psychique.

La Direction générale Victimes de la guerre soumet au ministre une proposition de décision concernant l'octroi de la pension de dédommagement.

§ 3. Lors des révisions quinquennales visées à l'article 7, le ministre maintient ou augmente la pension de dédommagement, sans autre procédure, conformément aux conclusions de l'Office médico-légal.

Par contre, s'il ressort des conclusions de l'Office médico-légal que la pension de dédommagement paraît devoir être réduite ou supprimée, la Direction générale Victimes de la guerre soumet au ministre une proposition de décision.

§ 4. Le Roi peut fixer des modalités d'application particulières pour l'instruction des demandes visées au présent article.

3° de beschrijving van de geleden menselijke schade.

Bij de aanvraag worden alle nuttige bewijsstukken gevoegd.

De verzoeker bewijst met alle mogelijke rechtsmiddelen dat hij voldoet aan de in deze wet bepaalde voorwaarden. De Koning bepaalt de nadere toepassingsregels van dit lid.

Afdeling 2. — Het onderzoek van de aanvragen

Art. 19. § 1. De aanvragen van het herstelpensioen voor rechtstreekse slachtoffers worden door de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers onderzocht.

Wanneer de aanvraag van meet af aan klaarblijkelijk niet ontvankelijk of ongegrond blijkt, verwerpt de minister deze aanvraag op voorstel van de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers zonder dat de tussenkomst van de Gerechtelijk-geneeskundige dienst gevraagd wordt. In de andere gevallen onderwerpt de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers de verzoeker van ambtswege aan een geneeskundig onderzoek door de Gerechtelijk-geneeskundige dienst.

Wanneer de schade bestaat uit fysieke en/of psychische letsels of in de verergering ervan, bepaalt de Gerechtelijk-geneeskundige dienst ervan :

- 1° de etiologie en de pathogenie;
- 2° het geneeskundig oorzakelijk verband;
- 3° de graad en de duur van de invaliditeit voortvloeiend uit de menselijke schade.

De minister beslist, op voorstel van de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers, of het herstelpensioen toegekend wordt. In voorkomend geval vermeldt het voorstel welke invaliditeitsgraad moet worden verleend op grond van het verslag van het geneeskundig onderzoek.

§ 2. De aanvragen van een herstelpensioen voor de rechthebbenden worden door de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers onderzocht.

Wanneer de aanvraag van meet af aan klaarblijkelijk niet ontvankelijk of ongegrond blijkt, stelt de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers aan de minister voor om de aanvraag af te wijzen, zonder dat de tussenkomst van de Gerechtelijk-geneeskundige dienst gevraagd wordt.

Zo de aanvraag ontvankelijk en gegrond is en indien blijkt uit de gegevens van het dossier dat er sprake is van een schadelijk feit en het overlijden het rechtstreekse en noodzakelijke gevolg is van het schadelijke feit, kent de minister, op voorstel van de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers en zonder dat de tussenkomst van de Gerechtelijk-geneeskundige dienst wordt gevraagd, het herstelpensioen toe.

Zo de aanvraag ontvankelijk en gegrond is en indien blijkt uit de gegevens van het dossier dat er sprake is van een schadelijk feit, maar dat het niet zeker is dat het overlijden het rechtstreekse en noodzakelijke gevolg is van het schadelijke feit, maakt de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers het dossier van de verzoeker aan de Gerechtelijk-geneeskundige dienst over.

Bij een overlijden bepaalt de Gerechtelijk-geneeskundige dienst :

- 1° de geneeskundig aanvaardbare oorzaken ervan;
- 2° het geneeskundig oorzakelijk verband tussen de daad van terrorisme en het overlijden.

Wanneer evenwel het overlijden voortvloeit uit een fysiek en/of psychisch letsel dat vooraf aanleiding heeft gegeven tot een herstelpensioen ten laste van de Staat krachtens deze wet, beperkt de taak van de Gerechtelijk-geneeskundige dienst zich ertoe het geneeskundig oorzakelijk verband tussen het fysiek en/of psychisch letsel en het overlijden te bepalen, alsmede de mate waarin het overlijden te wijten is aan het fysiek en/of psychisch letsel.

De Directie-generaal Oorlogsslachtoffers legt aan de minister een voorstel van beslissing voor betreffende de toekenning van het herstelpensioen.

§ 3. Bij de in artikel 7 bedoelde vijfjaarlijkse herziening behoudt of verhoogt de minister het herstelpensioen zonder verdere procedure, overeenkomstig de besluiten van de Gerechtelijk-geneeskundige dienst.

Zo daarentegen uit de besluiten van de Gerechtelijk-geneeskundige dienst blijkt dat het herstelpensioen zou moeten worden verminderd of opgeheven, legt de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers aan de minister een voorstel van beslissing voor.

§ 4. De Koning kan bijzondere toepassingsregels voor het onderzoek van de in dit artikel bedoelde aanvragen vastleggen.

Section 3. — De la révision des pensions de dédommagement

Art. 20. § 1^{er}. La victime directe peut en tout temps introduire une demande de révision en raison d'aggravation, de complications ou de séquelles d'infirmités physiques et/ou psychiques ayant donné lieu à une pension de dédommagement.

§ 2. Peuvent, dans les mêmes conditions, solliciter la révision de leur cas :

1° ceux qui ont été déboutés parce que le degré d'invalidité était insuffisant pour ouvrir un droit à une pension de dédommagement ou parce que l'infirmité physique et/ou psychique constatée et reconnue imputable au fait dommageable n'entraînait pas d'invalidité;

2° ceux qui ont perdu la jouissance d'une pension de dédommagement temporaire parce que le degré d'invalidité n'atteignait plus le minimum requis.

§ 3. Le demandeur en révision est soumis à un examen médical portant uniquement sur les blessures et infirmités physiques et/ou psychiques imputables au fait dommageable pour laquelle ou lesquelles il a explicitement sollicité la révision.

§ 4. Le taux d'invalidité n'est révisé que si l'examen médical révèle une augmentation d'au moins 5 % d'invalidité par rapport au taux total d'invalidité antérieurement reconnu, sauf s'il s'agit de porter le taux d'invalidité à 10 % ou plus.

§ 5. Pour l'application des paragraphes 3 et 4, le nouveau taux d'invalidité est calculé conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi générale et est éventuellement arrondi au multiple de 5 immédiatement supérieur conformément à l'article 6, § 1^{er}, ou l'article 7, § 2, de la loi générale.

La procédure est celle qui est prévue à l'article 19, § 3.

§ 6. Le Roi peut fixer des modalités d'application particulières pour l'instruction des demandes visées à la présente section.

Art. 21. Les demandes en révision sont introduites auprès de la Direction générale Victimes de la guerre. A la demande en révision est joint, à peine de nullité, un certificat médical circonstancié exposant la nature de l'aggravation, de la complication ou de la séquelle invoquée.

La demande en révision sort ses effets le premier jour du mois au cours duquel elle a été introduite.

Art. 22. En cas de modification du barème des invalidités visé à l'article 7, § 1^{er}, de la loi générale, les décisions exécutoires non conformes à ces modifications sont révisées, soit à l'initiative du ministre, soit à la demande de l'intéressé, introduite dans un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur de la modification.

La décision en révision est prise par le ministre. Elle a effet le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel la modification a été publiée.

Toutefois, il n'est pas procédé à la révision lorsque celle-ci aurait pour effet de réduire le taux d'invalidité reconnu antérieurement.

Art. 23. Les décisions exécutoires prises par le ministre en vertu des articles 19, 20 et 22 sont susceptibles de révision, soit pour erreur de fait ou de droit, soit à la suite de la production d'éléments nouveaux justifiant la révision.

La révision s'opère soit à l'initiative du ministre, soit à la demande de l'intéressé, notifiée au ministre. Sauf lorsqu'elle est fondée sur la production d'éléments nouveaux, la révision est provoquée à peine de forclusion dans un délai de dix ans à dater du jour où la décision est devenue exécutoire.

Si la révision s'opère à l'initiative du ministre, celui-ci peut ordonner la suspension en tout ou en partie du paiement des pensions de dédommagement, majorations et allocations accordées en vertu de la présente loi.

La révision sort ses effets le premier jour du mois de l'introduction de la demande en révision. Toutefois les effets de la révision peuvent, sur décision motivée, rétroagir à une date antérieure :

1° en cas d'erreur de l'autorité;

2° en cas de manœuvres frauduleuses ou de déclarations fausses ou sciemment incomplètes des bénéficiaires.

Les sommes payées indûment aux demandeurs ne sont récupérables que dans les cas visés à l'alinéa 4, 2°.

Afdeling 3. — De herziening van de herstelpensioenen

Art. 20. § 1. Het rechtstreekse slachtoffer kan te allen tijde een aanvraag tot herziening indienen op grond van verergering, van verwikkeling of van naverschijnselen van fysieke en/of psychische letsels waarvoor een herstelpensioen werd toegekend.

§ 2. Onder dezelfde voorwaarden kunnen de herziening van hun geval aanvragen :

1° zij die afgewezen werden omdat de invaliditeitsgraad onvoldoende was om een aanspraak op een herstelpensioen te rechtvaardigen of omdat het vastgestelde fysieke en/of psychische letsel, erkend als te wijten aan het schadelijke feit, geen invaliditeit tot gevolg had;

2° zij die het genot van een tijdelijk herstelpensioen hebben verloren, omdat de invaliditeitsgraad niet meer het vereiste minimum bereikte.

§ 3. De aanvrager van de herziening wordt medisch alleen onderzocht op de kwalen of fysieke en/of psychische letsels te wijten aan het schadelijke feit waarvoor hij de herziening uitdrukkelijk aangevraagd heeft.

§ 4. De invaliditeitsgraad wordt niet herzien, tenzij uit het geneeskundig onderzoek blijkt dat de invaliditeit minstens 5 % meer bedraagt dan de voorheen erkende invaliditeitsgraad of dat de invaliditeitsgraad op 10 % of meer moet worden gebracht.

§ 5. Voor de toepassing van de paragrafen 3 en 4, wordt de nieuwe invaliditeitsgraad berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van de algemene wet en wordt de nieuwe invaliditeitsgraad eventueel afgerond op het onmiddellijk hogere veelvoud van 5, overeenkomstig artikel 6, § 1, of artikel 7, § 2, van de algemene wet.

De procedure is deze die bepaald is bij artikel 19, § 3.

§ 6. De Koning kan bijzondere toepassingsregels voor het onderzoek van de in deze afdeling bedoelde aanvragen vastleggen.

Art. 21. De aanvragen tot herziening worden ingediend bij de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers. Bij de aanvraag tot herziening wordt, op straffe van nietigheid, een omstandig geneeskundig attest gevoegd, dat de aard van de ingeroepen verergering, verwikkeling of naverschijnselen uiteenzet.

De aanvraag tot herziening heeft uitwerking vanaf de eerste dag van de maand tijdens welke zij is ingediend.

Art. 22. Wanneer in de invaliditeitsschaal bedoeld in artikel 7, § 1, van de algemene wet wijzigingen worden aangebracht, worden de uitvoerbare beslissingen die niet in overeenstemming zijn met die wijzigingen herzien, hetzij op initiatief van de minister, hetzij op aanvraag van de belanghebbende, ingediend binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de wijziging.

De herzieningsbeslissing wordt door de minister genomen. Zij heeft uitwerking vanaf de eerste dag van het kwartaal dat volgt op datgene tijdens hetwelk de wijziging werd bekendgemaakt.

Er wordt evenwel niet tot herziening overgegaan, indien deze een vermindering van de vroeger toegekende invaliditeitsgraad tot gevolg zou hebben.

Art. 23. De uitvoerbare beslissingen, genomen door de minister krachtens de artikelen 19, 20 en 22, zijn voor herziening vatbaar, hetzij wegens dwaling omtrent het feit of het recht, hetzij ingevolge overlegging van nieuwe gegevens die een herziening rechtvaardigen.

De herziening geschiedt hetzij op initiatief van de minister, hetzij op het verzoek van de belanghebbende, dat aan de minister wordt betekend. Behalve wanneer zij gegrond is op de overlegging van nieuwe gegevens, wordt de herziening, op straffe van verval, uitgelokt binnen een termijn van tien jaar, te rekenen van de dag waarop de beslissing uitvoerbaar is geworden.

Wanneer de herziening geschiedt op initiatief van de minister, kan deze laatste bevelen dat de uitbetaling van de krachtens deze wet verleende herstelpensioenen, verhogingen en uitkeringen geheel of gedeeltelijk wordt geschorst.

De herziening heeft uitwerking vanaf de eerste dag van de maand tijdens welke de aanvraag tot herziening werd ingediend. Zij kan echter, op een met redenen omklede beslissing, terugwerkende kracht hebben tot een vroegere datum :

1° in geval van dwaling vanwege de overheid;

2° in geval van bedrieglijke handelingen of van valse of willens en wetens onvolledige verklaringen vanwege de gerechtigden.

De aan verzoekers ten onrechte uitgekeerde sommen zijn slechts terugvorderbaar in de in het vierde lid, 2°, bedoelde gevallen.

Section 4. — De la procédure de conciliation

Art. 24. § 1^{er}. Le Roi organise, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, une procédure amiable, facultative et gratuite de conciliation dans le cadre de l'application de la présente loi qui peut être introduite par toute victime ou tout ayant droit, indépendamment de toute action en responsabilité. Au moins un représentant de la Direction générale Victimes de la guerre, un représentant de l'Office médico-légal et le président de la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels, son suppléant, ou le secrétaire ou un secrétaire adjoint désigné par le président de cette Commission, tels que visés à l'article 30, § 2, alinéas 2, 4 et 6, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, sont impliqués dans la procédure.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, détermine les conditions et modalités d'application de la présente section.

§ 2. Cette conciliation s'exerce sans préjudice des compétences des médiateurs fédéraux visées dans la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.

Art. 25. Les procédures de recours auprès des chambres médicales d'appel prévues dans l'arrêté royal du 11 avril 1975 réorganisant l'Office médico-légal sont d'application dans le cadre de la présente loi. Dans le cadre des missions prévues par la présente loi, les médecins de l'Office médico-légal ont accès aux dossiers médicaux constitués dans le cadre d'autres expertises liées à la réparation du dommage subi dans le cadre d'actes de terrorisme.

Les procédures de recours auprès de la commission supérieure d'appel de la Direction générale Victimes de la guerre prévues dans la loi générale sont d'application dans le cadre de la présente loi.

Section 5. — Du paiement des pensions de dédommagement

Art. 26. Le paiement des pensions de dédommagement prévues par la présente loi est assuré par le Service fédéral des Pensions suivant les modalités de déchéance, d'incessibilité et d'insaisissabilité qui régissent les pensions des victimes civiles accordées en vertu de la loi générale.

Les pensions de dédommagement, majorations de pensions et indemnités accordées en vertu de la présente loi varient selon l'indice général des prix à la consommation aux mêmes conditions que celles prévues pour les pensions de dédommagement, majorations de pensions et indemnités accordées en vertu de la loi générale.

CHAPITRE 8. — Modification de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

Art. 27. L'article 136, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les prestations prévues au titre IV, le présent paragraphe n'est pas applicable aux indemnités octroyées en application de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme. ».

CHAPITRE 9. — Modification de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres

Art. 28. L'article 30, § 2, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, remplacé par la loi du 31 mai 2016, est complété par l'alinéa suivant :

« Les chambres spécialisées dans le traitement des affaires des victimes de terrorisme, visées à l'article 42bis, forment une division séparée de la Commission, dénommée "Division Terrorisme." ».

CHAPITRE 10. — Litiges et recours

Art. 29. Les litiges portant sur les droits résultant de la présente loi sont de la compétence des juridictions du travail.

Le recours contre une décision du ministre ou de son délégué est formé dans les trois mois de sa notification.

L'action introduite devant les juridictions du travail n'est pas suspensive.

Afdeling 4. — Bemiddelingsprocedure

Art. 24. § 1. De Koning organiseert, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een minnelijke, facultatieve en kosteloze bemiddelingsprocedure in het kader van de toepassing van deze wet, die door elk slachtoffer of elke rechthebbende kan gevoerd worden, los van elke aansprakelijkheidsvordering. Ten minste een vertegenwoordiger van de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers, een vertegenwoordiger van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst en de voorzitter van de Commissie voor de financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders, zijn plaatsvervanger, of de secretaris of een door de voorzitter aangestelde adjunct-secretaris van deze Commissie, zoals bedoeld in artikel 30, § 2, tweede, vierde en zesde lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, worden bij deze procedure betrokken.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden en nadere regels voor de toepassing van deze afdeling.

§ 2. Deze bemiddeling oefent zich uit zonder afbreuk te doen aan de bij de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen bedoelde bevoegdheden van de federale ombudsmannen.

Art. 25. De beroepsprocedures bij de medische kamers van beroep bepaald bij het koninklijk besluit van 11 april 1975 tot herinrichting van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst zijn van toepassing in het kader van deze wet. Binnen het verband van de bij deze wet voorziene opdrachten hebben de artsen van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst toegang tot de medische dossiers samengesteld ter gelegenheid van andere expertisen betreffende de vergoeding van de schade geleden wegens terreurdaden.

De bij de algemene wet bepaalde beroepsprocedures bij de hogere beroepscommissie van de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers zijn van toepassing in het kader van deze wet.

Afdeling 5. — De uitbetaling van de herstelpensioenen

Art. 26. De bij deze wet bepaalde herstelpensioenen worden uitbetaald door de Federale Pensioendienst volgens de nadere regels voor beëindiging, onoverdraagbaarheid en onvatbaarheid voor beslag die gelden voor de pensioenen van de burgerlijke oorlogsslachtoffers die krachtens de algemene wet worden toegekend.

De krachtens deze wet toegekende herstelpensioenen, pensioenverhogingen en vergoedingen variëren volgens de algemene consumentenprijsindex onder dezelfde voorwaarden als deze die voor de krachtens de algemene wet toegekende herstelpensioenen, pensioenverhogingen en vergoedingen bepaald worden.

HOOFDSTUK 8. — Wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

Art. 27. Artikel 136, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Voor de in titel IV bedoelde prestaties is deze paragraaf niet van toepassing op de vergoedingen toegekend in toepassing van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingeval van daden van terrorisme. ».

HOOFDSTUK 9. — Wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen

Art. 28. Artikel 30, § 2, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, vervangen bij de wet van 31 mei 2016, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De in artikel 42bis bedoelde kamers gespecialiseerd in de behandeling van zaken van slachtoffers van terroristische daden, vormen een aparte afdeling van de Commissie, genaamd "Afdeling Terrorisme." ».

HOOFDSTUK 10. — Geschillen en beroepen

Art. 29. De geschillen over de rechten ontstaan uit deze wet, behoren tot de bevoegdheid van de arbeidsgerechten.

Beroep tegen een beslissing van de minister of diens gemachtigde wordt ingesteld binnen drie maanden te rekenen vanaf de kennisgeving ervan.

De voor arbeidsgerechten ingeleide vordering werkt niet schorsend.

Dans les affaires dans lesquelles un expert médical est désigné, les provisions, les honoraires et les frais de cet expert, contenus dans le relevé établi conformément aux dispositions du Code judiciaire, sont indiqués en appliquant le tarif fixé par le Roi.

CHAPITRE 11. — *Dispositions finales*

Art. 30. Les bénéficiaires d'une pension de dédommagement visée au chapitre 4 sont assimilés aux victimes civiles de la guerre visées par la loi générale en ce qui concerne les divers avantages, une exonération fiscale de la pension et la gratuité des transports publics, octroyés aux victimes civiles de la guerre et à leurs ayants droit.

Les missions et le fonctionnement de l'Action sociale telle que prévue par la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut des vétérans - l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre sont étendus aux victimes d'actes de terrorisme reconnues en exécution de la présente loi.

Art. 31. Sous sa responsabilité et sous son contrôle, le ministre peut déléguer les pouvoirs attribués par la présente loi à des fonctionnaires de la Direction générale Victimes de la guerre.

CHAPITRE 12. — *Harmonisation des pensions des victimes civiles et militaires de la guerre*

Art. 32. A l'article 6bis de la loi générale, inséré par la loi du 23 décembre 1970 et modifié par les lois des 15 juillet 1976, 30 décembre 1977, 11 juillet 1979 et 7 juin 1989, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "sont proportionnés aux" sont remplacés par les mots "sont identiques aux";

2° le tableau reprenant les périodes et proportions des taux uniques des pensions des invalides visés par l'article 6, est complété comme suit :

a) quant aux invalides visés à l'article 6, § 1^{er} :

« Taux d'invalidité : de 10 à 100

Période et proportion : 100 à partir du 1^{er} juillet 2017 »;

b) quant aux invalides visés à l'article 6, § 2 :

« Taux d'invalidité : de 10 à 100

Période et proportion : 100 à partir du 1^{er} juillet 2017 »;

c) quant aux invalides visés à l'article 6, § 3 :

« Taux d'invalidité : de 10 à 100

Période et proportion : 100 à partir du 1^{er} juillet 2017 »;

d) quant aux invalides visés à l'article 6, § 3bis :

« Taux d'invalidité : de 10 à 100

Période et proportion : 100 à partir du 1^{er} juillet 2017 ».

e) quant aux invalides visés à l'article 6, § 1^{er}, qui ont été déportés pour le travail obligatoire :

« Taux d'invalidité : de 10 à 100

Période et proportion : 100 à partir du 1^{er} juillet 2017 ».

f) Quant aux invalides visés à l'article 6, § 2, qui ont été déportés pour le travail obligatoire au sens visé à la rubrique e) du présent article :

« Taux d'invalidité : de 10 à 100

Période et proportion : 100 à partir du 1^{er} juillet 2017 ».

L'article 6bis, § 2, est abrogé.

Art. 33. Dans l'article 6ter de la même loi, inséré par la loi du 4 juin 1982, le mot "proportionné" est remplacé par le mot "identique".

Art. 34. L'article 15 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 28 mai 1975, est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les montants des pensions d'ascendants visées aux paragraphes 1^{er} à 2^{ter} sont fixés à 100 % des taux uniques des pensions attribuées aux ascendants bénéficiaires des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948. ».

In de zaken waarin een medisch expert wordt aangewezen, worden de voorschotten, de erelonen en de kosten van deze expert, die vervat zijn in de nota die wordt opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, aangeduid met toepassing van het door de Koning vastgestelde tarief.

HOOFDSTUK 11. — *Slotbepalingen*

Art. 30. Wat betreft de diverse voordelen, een belastingvrijstelling voor het pensioen en gratis openbaar vervoer, die worden toegekend aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers en hun rechthebbenden, worden de begunstigen van een herstelpensioen bedoeld bij hoofdstuk 4 gelijkgesteld met de burgerlijke oorlogsslachtoffers bedoeld in de algemene wet.

De opdracht en werking van de Sociale Actie, zoals bepaald in de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Instituut voor veteranen - het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, worden uitgebreid naar de slachtoffers van daden van terrorisme erkend in uitvoering van deze wet.

Art. 31. Onder zijn verantwoordelijkheid en controle kan de minister de door deze wet toegekende bevoegdheden overdragen aan ambtenaren van de Directie-generaal Oorlogsslachtoffers.

HOOFDSTUK 12. — *Harmonisatie van de pensioenen voor de burgerlijke en militaire oorlogsslachtoffers*

Art. 32. In artikel 6bis van de algemene wet, ingevoegd bij de wet van 23 december 1970 en gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1976, 30 december 1977, 11 juli 1979 en 7 juni 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "vastgesteld in evenredige verhouding tot" vervangen door de woorden "gelijkgeschakeld met";

2° de tabel met de periodes en verhoudingen van de enige bedragen van de pensioenen voor de in artikel 6 bedoelde invaliden wordt aangevuld als volgt :

a) wat betreft de in artikel 6, § 1, bedoelde invaliden :

« Invaliditeitspercentage : 10 tot 100

Periode en verhouding : 100 met ingang van 1 juli 2017 »;

b) wat betreft de in artikel 6, § 2, bedoelde invaliden :

« Invaliditeitspercentage : 10 tot 100

Periode en verhouding : 100 met ingang van 1 juli 2017 »;

c) wat betreft de in artikel 6, § 3, bedoelde invaliden :

« Invaliditeitspercentage : 10 tot 100

Periode en verhouding : 100 met ingang van 1 juli 2017 »;

d) wat betreft de in artikel 6, § 3bis, bedoelde invaliden :

« Invaliditeitspercentage : 10 tot 100

Periode en verhouding : 100 met ingang van 1 juli 2017 ».

e) wat betreft de in artikel 6, § 1, bedoelde invaliden die gedeporteerd werden voor de verplichte tewerkstelling :

« Invaliditeitspercentage : 10 tot 100

Periode en verhouding : 100 met ingang van 1 juli 2017 ».

f) wat betreft de in artikel 6, § 2, bedoelde invaliden die gedeporteerd werden voor de verplichte tewerkstelling in de zin van rubriek e) van dit artikel :

« Invaliditeitspercentage : 10 tot 100

Periode en verhouding : 100 met ingang van 1 juli 2017 ».

Artikel 6bis, § 2, wordt opgeheven.

Art. 33. In artikel 6ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 juni 1982, worden de woorden "vastgesteld in evenredige verhouding tot" vervangen door de woorden "gelijkgeschakeld met".

Art. 34. Artikel 15 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 28 mei 1975, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

« § 3. De bedragen van de pensioenen van de in de paragrafen 1 tot 2^{ter} bedoelde ascendenten worden vastgelegd op 100 % van de enige bedragen van de pensioenen toegekend aan de ascendenten gerechtigden op de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948. ».

Art. 35. A l'article 2bis, § 1^{er}, des lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, coordonnées le 19 août 1921, inséré par la loi du 23 décembre 1970, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot "proportionnés" est remplacé par le mot "identiques";

2° le tableau reprenant les périodes et proportions des taux uniques des allocations des invalides visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, est complété comme suit :

a) quant aux invalides visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3 :

« Taux d'invalidité en % : de 10 à 100

Période et proportion : 100 à partir du 1^{er} juillet 2017 »;

b) quant aux invalides visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4 :

« Taux d'invalidité en % : de 10 à 100

Période et proportion : 100 à partir du 1^{er} juillet 2017 ».

Art. 36. § 1^{er}. Les montants annuels des pensions octroyées aux conjoints survivants visés à l'article 12, § 4, 1^o, 1^obis, 1^oter et 1^oquater, de la loi générale sont fixés à 100 % des taux uniques des pensions attribuées aux mêmes catégories de conjoints survivants bénéficiaires des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948.

§ 2. Les montants annuels des pensions octroyées aux enfants visés à l'article 12, § 4, 2^o, de la loi générale sont identiques aux montants annuels des pensions octroyées aux conjoints survivants tels que fixés au paragraphe 1^{er}.

Art. 37. Les articles 32 à 36 ne font pas obstacle à la continuité de l'octroi des pensions de dédommagement aux victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 qui sont payées actuellement et dont le montant est plus élevé que celui des pensions de réparation analogues pour les victimes militaires de la guerre 1940-1945.

CHAPITRE 13. — Entrée en vigueur

Art. 38. La présente loi produit ses effets le 22 mars 2016, à l'exception :

1° de l'article 24, qui entrera en vigueur six mois après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*;

2° des articles 32 à 37, qui produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2017.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

Le Ministre de la Défense,
S. VANDEPUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Session 2016-2017.
Chambre des représentants.
Documents 54-2334/7.

Art. 35. In artikel 2bis, § 1, van de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers, gecoördineerd op 19 augustus 1921, ingevoegd bij de wet van 23 december 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "vastgesteld in evenredige verhouding tot" worden vervangen door de woorden "gelijkgeschakeld met";

2° de tabel met de periodes en verhoudingen van de enige bedragen van de uitkeringen aan in artikel 2, § 1, derde en vierde lid, bedoelde invaliden wordt aangevuld als volgt :

a) wat betreft de in artikel 2, § 1, derde lid, bedoelde invaliden :

« Invaliditeitspercentage : 10 tot 100

Periode en verhouding : 100 met ingang van 1 juli 2017 »;

b) wat betreft de in artikel 2, § 1, vierde lid, bedoelde invaliden :

« Invaliditeitspercentage : 10 tot 100

Periode en verhouding : 100 met ingang van 1 juli 2017. ».

Art. 36. § 1. De jaarlijkse bedragen van de pensioenen toegekend aan de overlevende echtgenoten bedoeld in artikel 12, § 4, 1^o, 1^obis, 1^oter en 1^oquater, van de algemene wet worden bepaald op 100 % van de unieke bedragen van de pensioenen toegekend aan dezelfde categorieën van overlevende echtgenoten begunstigde van de wetten op de vergoedingspensioenen gecoördineerd op 5 oktober 1948.

§ 2. De jaarlijkse bedragen van de pensioenen toegekend aan de kinderen bedoeld in artikel 12, § 4, 2^o, van de algemene wet zijn identiek aan de jaarlijkse bedragen van de pensioenen toegekend aan de overlevende echtgenoten zoals bepaald in paragraaf 1.

Art. 37. Artikelen 32 tot 36 doen geen afbreuk aan de verdere toekenning van de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 die nu betaald worden en waarvan het bedrag hoger is dan dat van de overeenkomstige vergoedingspensioenen voor de militaire slachtoffers van de oorlog 1940-1945.

HOOFDSTUK 13. — Inwerkingtreding

Art. 38. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 22 maart 2016, met uitzondering van :

1° artikel 24, dat zes maanden na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* in werking zal treden;

2° artikelen 32 tot 37, die uitwerking hebben met ingang van 1 juli 2017.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK

De Minister van Defensie,
S. VANDEPUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Zitting 2016-2017.
Kamer van volksvertegenwoordigers.
Stukken 54-2334/7.